

## **ALLIA : LA MISE A MORT DU PLAN SOCIAL**

Les salariés des usines ALLIA jubilaient ce mardi 14 Mars au soir lors de l'Assemblée Générale des salariés. Après plus de dix mois de lutte acharnée pour sauver leurs emplois, et suite à une accumulation de petites victoires, ils apprennent par leur expert et leur avocat que le « Plan de Sauvegarde de l'Emploi » est définitivement mort !

Ce projet, qui devait provoquer la fermeture ferme et définitive des deux usines de Digoïn (71) et La-Villeneuve-au-Chêne (10), avait été suspendue le 16 Janvier 2017 suite entre autres à des vices de procédure. Après plusieurs recours en justice et après s'être assurés le soutien des ministères de l'Economie et du Travail, les salariés sont maintenant convaincus que la Direction ne s'aventurera plus à tenter de faire valider son Plan de Sauvegarde de l'Emploi par la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi). Malgré tout l'avocat des salariés Ralph Blindauer reste prudent et annonce : « Ce n'est pas parce que nous avons vaincu l'infanterie, que l'ennemi ne va pas revenir avec des chars d'assauts ». Effectivement lors de la table ronde organisée par le ministère du Travail le 09 mars, et qui a réuni les dirigeants de la Société ALLIA (Marc-Antoine Muller, Daniel Corouge), un dirigeant du Groupe GEBERIT (Michael Reinhard), les Délégués Syndicaux Centraux d'ALLIA et leurs experts, il s'est avéré que les dirigeants ne souhaitent pas renoncer à leur projet. Néanmoins dans un communiqué du 14 Mars 2017, le Président du groupe GEBERIT, M. Christian Buhl, indiquait qu'il n'était pas certain que les infrastructures françaises soient totalement abandonnées. Des doutes subsistent.

Les représentants du personnel attendent toujours une réponse du courrier adressé à leur Président le 28 Février 2017 et souhaitent connaître également la position officielle de leurs dirigeants français sur ce projet caduc qui menaçait 256 emplois.

### **Des résultats record !**

Le Groupe GEBERIT auquel appartient la société française ALLIA, vient de publier officiellement ses résultats 2016. Ils sont excellents et atteignent des niveaux jamais égalés : Le bénéfice net a grimpé de 29,8% et sur les 3 groupes de produits que GEBERIT vend dans le monde entier, c'est la céramique qui connaît la plus forte progression. Le groupe GEBERIT commence de ramasser les fruits du rachat de SANITEC en 2015.

De plus, les données sur les marchés de l'immobilier sont parmi les indicateurs économiques les plus fiables pour le matériel de la salle de bain, et le groupe GEBERIT annonce que la reprise de ces marchés sera forte en France, en Allemagne et dans les pays du nord de l'Europe, dans les années à venir. Sur Zone Bourse, ils ont également publié leurs prévisions pour 2017 et 2018 avec des indicateurs en hausse année après année, seul le taux d'endettement est en baisse, « y aura-t-il assez d'actions pour tout le monde, ça va être la ruée vers l'or » plaisante Pierre-Gaël Laveder – Représentant Syndical.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'un plan de licenciements dits économiques peut difficilement être crédible si le secteur d'activité du groupe qui est concerné est en progression constante et que tous les indicateurs économiques et financiers sont au beau fixe.

Sans démonstration suffisante des raisons économiques de son projet de fermeture, la Direction s'exposerait à un refus d'homologation de la DIRECCTE ou d'annulation par un Tribunal Administratif. Et ce risque, parmi d'autres, oblige la Direction d'ALLIA à réfléchir à une autre option que celle qu'elle envisageait jusqu'à aujourd'hui.

Et Olivier Lemaire du cabinet ALTER chargé par le Comité d'entreprise de l'expertise du projet de rappeler aux salariés lors de leur assemblée Générale : « *Ce qui est inédit dans ce dossier, c'est que le groupe GEBERIT communique aujourd'hui aux actionnaires des chiffres radicalement différents de ceux que la Direction française présente au Comité d'entreprise français ce qui prive leur justification économique de toute crédibilité* »

Cette caricature de Plan social, sur fond de « deconomie », dixit Jacques Généreux (économiste), marquera à jamais les esprits des salariés des usines ALLIA.

**Une lutte pour la sauvegarde des emplois, stratégie payante.**

Il apparaît évident à travers ce combat, que la législation française du travail, ne permet pas à des salariés de se défendre correctement contre un projet de PSE à partir du moment où la Direction qui l'enclenche respecte les procédures légales et arrive à démontrer un motif économique même s'il est fantasmagorique. Il serait peut-être temps de légiférer sur la nécessité d'avoir un droit de veto suspensif des CE lorsque le motif économique n'existe pas. Comment peut-on encore tolérer aujourd'hui que les multinationales, mues par des mécanismes financiers, puissent continuer de détruire l'industrie française sans aucun encadrement légal et que les partenaires sociaux soient dans l'impuissance face à ces ravages sur l'emploi. Le débat reste ouvert avec nos candidats à la présidentielle.

Mohamed Boussil, délégué Syndical central, explique aujourd'hui avec pédagogie : *« Un PSE c'est comme embarquer tous les salariés dans une locomotive sans frein et l'envoyer à toute vitesse dans un mur. Mais les salariés d'Allia ont tous sorti les pieds pour freiner cette machine folle pendant que les représentants du personnel tapaient à coup de marteau sur le moteur. Quelques boulons ont fini par se détacher et enrayer la machine. La locomotive s'est arrêtée. »*

Dans le cas des usines ALLIA, leur direction les a privés d'investissements durant de nombreuses années, et c'est cette même direction qui se permet de leur dire aujourd'hui qu'ils ne sont plus compétitifs. Le dernier refus d'investissement est en date de 2014, sur l'usine de La Villeneuve au Chêne, qui avait demandé le remplacement de ses fours par un neuf et un agrandissement d'un bâtiment d'usine. Ce projet était motivé, entre autres, justement pour redonner de la compétitivité à cet établissement et la direction du site avait même fait estimer le gain en énergie qui aurait été divisé par 2,5. Que dire lorsque l'on sait que le PSE risquerait de coûter près de 50 Millions d'Euros au groupe GEBERIT alors que ce projet industriel ne se chiffrait qu'à 5 millions d'Euros environs.

Depuis le mois de Mai 2016, les salariés et leurs représentants du personnel ont opté pour la stratégie de la lutte et de la solidarité. Ils se sont indignés de ce projet lamentable qui à leurs yeux insultait l'excellence de leur travail. Jamais résignés, ils gardent la tête haute et mènent un combat exemplaire, dans la dignité et la détermination.

Pascal Auxoux, secrétaire du Comité Central d'Entreprise confiait lors d'une interview : *« La combinaison de toutes les actions menées par les salariés et des procédures judiciaires engagées par les Instances Représentatives du Personnel ont mis nos dirigeants dans une grande difficulté. Pour mener ce combat rude, il faut à la fois des actions judiciaires et des salariés solidaires et actifs. Inutile de se battre si ces deux conditions ne sont pas réunies. Et quand, en plus, l'ensemble des organisations syndicales sont réunies en Intersyndicale, c'est la cerise sur le gâteau et la Direction a toutes les difficultés du monde à exploiter la moindre faille dans ce genre de stratégie ».*

Cet objectif de vouloir, coûte que coûte, sauver les emplois a largement été entendu par le ministère de l'Economie et le ministère du Travail, puisque c'est le seul dossier sur 800 en cours, suivi simultanément par 2 ministères. A ce jour, malgré une proposition de travailler sur un projet alternatif qui maintiendrait l'activité sur les deux sites, les dirigeants français font la sourde oreille. Pierre-Gaël Laveder indique : *« le but n'est pas d'humilier qui que ce soit mais bien de pouvoir travailler intelligemment ensemble. Des solutions sont possibles, pour peu que les représentants du personnel puissent s'exprimer et que l'on veuille bien leur accorder du crédit ».*

L'Intersyndicale ALLIA